

Septembre - Octobre 2017
10

Newsletter Club Afrique



PARCOURS MANAGER

Jean-Bernard RUGGIERI
Chief Representative
EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA
MBA, IAE Paris, 2002



Joseph-Moïse DOOH EDIBE EWANDJE

Production informatique et défi énergétique
Responsable des opérations techniques
ENE0 Cameroun
MBA, IAE PARIS, 2016



Jean-Claude FONTANIVE

Les enjeux de la formation en méditerranée
CEO de Emedio et de Parlements &
Politiques internationales
MBA, IAE PARIS, 1986



PARCOURS ENTREPRENEUR

Abdourahame MBENGUE
CEO TECHNOSOL INGENIERIE
MBA, IAE PARIS, 2014



5 questions à Macaire LAWIN

Président Club Afrique
Alumni IAE PARIS Sorbonne Business School
MBA, IAE PARIS, 2006
M2 CCA, IAE PARIS, 2008



Club Afrique
IAE Paris - Sorbonne Alumni

DANS CE NUMÉRO

| | |
|---|----|
| EDITORIAL | 2 |
| 5 QUESTIONS A Macaire LAWIN..... | 2 |
| PARCOURS MANAGER | 4 |
| PARCOURS ENTREPRENEUR | 9 |
| Les enjeux de la formation en méditerranée : Jean-Claude FONTANIVE..... | 12 |
| Production informatique & défi énergétique.: Joseph Moïse DOOH..... | 18 |
| ON EN PARLE | 21 |
| PROMOTION DES ALUMNI | |
| IAE PARIS EN AFRIQUE..... | 22 |
| PROCHAINE NEWSLETTER | 23 |
| PROCHAIN CAFÉ AFRIQUE | 23 |
| PHOTO PROMO | 24 |
| CITATION DU JOUR | 25 |
| CONTACTS | 25 |

EDITORIAL

Après 3 mois d'absence, votre newsletter refait surface. Nous avons mis à profit cette longue période pour nous restructurer afin de mieux répondre aux exigences des alumni, qui sont de plus en plus nombreux à nous lire.

Afin de mieux répondre à vos exigences, nous proposerons de plus en plus de parcours singuliers, mais également des contributions de haut niveau.

Enfin, nous expliciterons les modalités de rédaction et de publication de notre 1ère revue annuelle.

Bonne lecture

T. Léon Fodzo

5 Questions à Macaire LAWIN

Président Club Afrique - Alumni IAE PARIS Sorbonne Business School

Club Afrique Alumni IAE Paris :

Bonjour Macaire, le président de l'alumni IAE Paris Sorbonne Business School a signé le 5 octobre une convention de partenariat avec l'agence de communication KAS portant sur l'édition d'une revue annuelle du club Afrique. En quoi consiste cette convention ?



Macaire LAWIN

Président Club Afrique

Alumni IAE PARIS Sorbonne Business School

**MBA, IAE PARIS, 2006
M2 CCA, IAE PARIS, 2008**

Avant d'étayer les contours de cette convention de partenariat, je profite de l'occasion qui

m'est donnée, pour sincèrement remercier Loïc **CORBASSON**, président de l'alumni IAE Paris Sorbonne Business School, qui a compris l'intérêt que revêt cette initiative de revue annuelle pour le club et qui a contribué à sécuriser et amplifier cet engagement. Cette convention consiste en effet à bénéficier de l'expertise technique de l'agence KAS pour publier une 1ère édition de cette revue, vecteur du rayonnement du réseau des alumni AE Paris Sorbonne Business School. Elle a vocation à mettre en valeur : des hommes et des femmes de talent, anciens élèves de l'IAE Paris, et managers Afrique, leurs ambitions pour faire du continent africain et de l'espace francophone, un espace de croissance, d'émergence et de paix.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Présentez aux lecteurs l'agence KAS ?

L'agence KAS Editions (<http://www.agencekas.fr>) est à la fois une agence de communication événementielle, un éditeur et une régie publicitaire. Elle fut sélectionnée par l'Etat Français pour éditer et publier la revue officielle du sommet Afrique - France des chefs d'Etat et de gouvernement du 13 au 14 janvier 2017 à Bamako - Mali. Nous avons donc affaire à une agence sérieuse et rigoureuse.

5 Questions à Macaire LAWIN

Président Club Afrique - Alumni IAE PARIS Sorbonne Business School

Club Afrique Alumni IAE Paris : Quelle est la date de publication envisagée et comment est assuré le pilotage de ce projet ?

Nous ambitionnons de publier la 1ère édition **courant 1er trimestre 2018**. Cette échéance est relativement et volontairement souple pour permettre d’anticiper, pour ce qui est notre 1ère expérience en la matière, les marges de retard consubstantielles à ce projet de communication d’envergure. Un comité de lecture est par ailleurs en cours de constitution et parallèlement, l’agence KAS avance de son côté sur la conception de la maquette graphique de la revue. Nous avons convenu avec les associés de l’agence KAS, un comité de suivi hebdomadaire pour coordonner nos actions et piloter les risques inhérents à ce type de projet.

J’en profite également pour lancer un appel à contributions .

Club Afrique Alumni IAE Paris : Qui peut contribuer à cette revue ? Et quelles sont les thématiques et la date d’envoi au plus tard des contributions ?

Nous nous adressons en priorité aux alumni IAE Paris. Nous acceptons aussi des contributions de tous les alumni IAE France, de l’Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne et toutes autres contributions pertinentes hautes valeurs et concourant à éclairer les réflexions sur l’Afrique et l’émergence de son développement à travers les 4 thématiques ci-après retenues :

- ◆ Education
- ◆ Agriculture
- ◆ Infrastructure
- ◆ Finances

Il convient de préciser en sus, que vos contributions ne pourront être considérées et étudiées que si elles sont adressées au plus tard le **8 janvier 2018** au format word à : club.afrique@yahoo.fr.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Quel sera le nom de cette revue ?

A l’issue d’un brainstorming, l’alumni IAE Paris Sorbonne Business School a déposé la marque « Investir, Administrer, Entreprendre en **Afrique** ». La revue annuelle du club s’intitulera donc « **IAE Afrique** ».

PARCOURS MANAGER

Club Afrique Alumni IAE Paris : Merci de nous accorder cet entretien, pouvez-vous vous présenter aux lecteurs de la newsletter ?

Bonjour et merci pour votre intérêt. J'ai étudié la finance et la comptabilité à l'INTEC (CNAM) et ai, par la suite, commencé une carrière de banquier commercial au sein du groupe des Banques Populaires puis HSBC.

Mais au bout de quelques années, malgré une progression de carrière satisfaisante, je souhaitais des défis plus importants. J'ai donc exploré le MBA de l'IAE en même temps que la possibilité d'émigrer au Canada. Il se trouve que j'ai obtenu les deux en même temps et j'ai décidé de suivre le programme du MBA et d'émigrer juste après l'obtention du diplôme.

En effet, certains postes au sein des banques canadiennes sont réservés aux détenteurs d'un MBA et je n'ai eu aucun mal à obtenir une équivalence émise par le gouvernement local à mon arrivée.

Au Canada j'ai eu l'opportunité de me spécialiser dans le financement du commerce international (« Trade Finance ») et de travailler au sein de la Banque Nationale du Canada (Montréal) et pour la CIBC, Canadian Imperial Bank of Commerce (Toronto). En France les postes que j'ai occupé m'ont permis d'avoir une approche généraliste et de connaître plusieurs produits dont les produits internationaux (change étranger, lettres de crédit, lettres de garantie, affacturage, paiements internationaux, etc...) ce qui m'a donné un avantage quand je suis arrivé au Canada où les postes sont souvent plus spécialisés. Au sein de ces deux institutions financières j'ai occupé 5 postes différents en 10 ans et ai pu être le leader de deux départements de Trade Finance dont le profit généré était de plusieurs millions de dollars.

En 2014 j'ai rejoint EDC (Export Development Canada/Exportation et développement Canada) qui est l'agence de crédit à l'export (ECA, Export Credit Agency) de ce pays.



Jean-Bernard Ruggieri
Chief Representative
EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT
CANADA
MBA, IAE PARIS, 2002

PARCOURS MANAGER

Club Afrique Alumni IAE Paris : Quelles ont été les motivations à faire votre MBA à la Sorbonne Business School ?

Comme évoqué plus haut, au bout de quelques années dans le monde bancaire commercial, je voyais comme une impasse se dessiner pour moi et souhaitais relever de nouveaux défis plus importants. Le MBA de La Sorbonne me semblait assez généraliste afin d’approfondir les connaissances et avoir une approche plus stratégique du monde de l’entreprise. Il m’offrait aussi l’occasion d’obtenir un diplôme reconnu mondialement et donc au Canada ce qui pouvait me permettre d’arriver dans ce nouveau marché du travail avec une validation de mes connaissances et de mon expérience professionnelle. Et pour être tout à fait honnête, mes deux parents ont aussi étudié à Paris I, cela me faisait plaisir de sortir diplômé de la même université.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Vous occupez depuis octobre 2015 les fonctions de Chief Representative, Team Leader, Africa d’Export Development Canada avec résidence en Afrique du Sud. Pouvez-vous présenter aux lecteurs l’entreprise pour laquelle vous travailler et nous apporter plus d’informations sur vos fonctions actuelles ?

J’avais travaillé auparavant pendant 10 ans avec cette institution gouvernementale (mais gérée comme une entreprise privée !) en tant qu’utilisateur de leurs produits puis en tant que client (pour les départements que je dirigeais au sein des deux banques canadiennes mentionnées plus haut). J’ai toujours aimé le mandat de cette entreprise et les personnes avec qui j’avais eu la chance d’interagir, donc il me paraissait logique de travailler un jour pour eux plutôt qu’avec eux.

Cette institution a l’avantage d’offrir une gamme de produits très large, plus importante que beaucoup de ses concurrentes, en proposant des solutions tant à ses clients, les exportateurs canadiens, qu’à leurs acheteurs internationaux. De plus, le Canada n’a pas toujours des entreprises de taille suffisamment importante pour entrer en concurrence avec des compétiteurs mondiaux et le rôle d’EDC est aussi d’utiliser le financement aux entreprises étrangères pour ouvrir les portes de nouveaux marchés aux compagnies canadiennes.

Au sein d’EDC j’ai dirigé les équipes commerciales de Toronto et il y a deux ans j’ai eu la chance d’être envoyé à Johannesburg (Afrique du Sud), pour ouvrir notre première représentation en Afrique (EDC a une vingtaine de représentations dans le monde à ce jour). Mon équipe couvre tout le continent et son premier objectif est d’être l’interlocuteur des acheteurs étrangers existants et futurs.

PARCOURS MANAGER

Club Afrique Alumni IAE Paris : Comment est organisée votre entreprise sur le continent africain ?

EDC a la particularité d'avoir de petites équipes qui travaillent toutes en équipes virtuelles sur des transactions ou des projets communs. Pour l'équipe du développement des affaires en Afrique, nous sommes 4 dont la moitié est en Afrique et l'autre à Ottawa au siège social d'EDC. Mais nous pensons déjà au futur et prévoyons d'engager d'autres collaborateurs et d'ouvrir un second bureau ailleurs sur le continent d'ici un ou deux ans.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Pouvez-vous nous citer 5 gros contrats ou projets sur le continent africain, auxquels votre entreprise a été associée ces 24 derniers mois ?

EDC se doit d'afficher sur son site internet tous les financements qu'elle a fait durant les dernières années, donc je vous invite à le consulter. Bien entendu, nous ne pouvons pas fournir trop de détails par souci de confidentialité mais je peux divulguer que nous avons conclu des financements dans les secteurs des transports, des mines, de l'énergie, du pétrole et des télécommunications durant ces dernières années. Les principaux marchés dans lesquels nous avons été actifs sont l'Afrique du Sud, l'Angola, la Zambie, le Ghana, l'Éthiopie, le Nigeria et le Cameroun. Ces financements se situent en général entre 25 et 500 millions de dollars.

Club Afrique Alumni IAE Paris : les pays africains bénéficient d'exonérations douanières sur l'Union Européenne (Convention de Lomé), sur le marché américain avec la loi Agoa, existe-t-il un programme d'exonération pour les produits africains sur le marché Canadien ?

Pour être honnête, l'Afrique représente souvent le dernier marché pour les entreprises canadiennes. Les corridors naturels du commerce international passent d'abord par les États-Unis (75% de nos exportations), puis l'Europe, l'Amérique centrale et du sud, l'Asie et l'Australie, le Moyen-Orient et enfin l'Afrique. Par conséquent, plusieurs accords de libre-échange ont été signés par le Canada et de nombreux pays dans le monde mais pas encore avec des pays africains. Sans dévoiler quoique ce soit, je sais que des négociations sont en cours avec certains d'entre eux. Quant aux pays africains, c'est la même chose : peu voient des opportunités dans ce marché à ce jour. Mais le Canada est un pays d'immigration (plus de 20% de la population est née à l'étranger) et beaucoup d'étudiants africains choisissent les universités canadiennes pour leurs études supérieures : je pense que cela va aider ces deux parties du monde à commercer plus fréquemment dans les prochaines années.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Pouvez-vous nous brosser un tableau des échanges commerciaux Canada- Afrique ?

Comme évoqué juste précédemment, ces échanges sont faibles en comparaison avec le reste du monde. De mémoire nos exportations ont tout de même augmenté de près de 33% ces 5 dernières années avec un léger fléchissement en 2016.

Par contre il se dessine une nouvelle tendance très nette : nos clients ne pénètrent pas toujours les marchés africains directement mais sont « invités » à suivre leurs clients existants au Brésil, en Inde, en Turquie pour des projets situés en Afrique. Je pense que c'est stratégiquement une bonne chose car cela permet de passer outre certaines barrières d'entrée dans des marchés que l'on peut qualifier de « complexes ».

Club Afrique Alumni IAE Paris : Qui peut solliciter vos services pour un projet commercial ou industriel en Afrique ? comment se rémunère votre entreprise sur les projets auxquels elle est associée ?

Le mandat d'EDC, défini par le gouvernement du pays qui en est l'actionnaire unique, est de soutenir les exportateurs et investisseurs canadiens à l'étranger. Nous parlons de « bénéfice canadien » et non pas de contenu. Donc toute entreprise ayant des activités commerciales et industrielles au Canada, qui emploient des salariés, qui payent des impôts et utilisent des services locaux, peut prétendre utiliser nos services. Il arrive donc parfois que nous puissions soutenir des entreprises que l'on pourrait qualifier d'étrangères (américaines, européennes, mais aussi indiennes par exemple) du fait de leur implantation et investissement importants au Canada.

EDC offre toute une variété de services et solutions financières qui sont payants. La bonne gestion de l'institution fait en sorte que nous nous autofinçons depuis plusieurs décennies et que notre résultat net nous permet de reverser de généreux dividendes à notre actionnaire unique chaque année.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Qu'est ce qui singularise l'offre commerciale canadienne en Afrique par rapport à la concurrence ?

L'économie canadienne étant relativement plus petite que les concurrents naturels comme les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne mais aussi la Chine sur le continent africain et ne bénéficie pas de liens historiques (même si parfois cela peut aider de ne pas en avoir). La plupart de nos clients approchent les marchés africains sur des niches bien particulières et dans des industries que nous maîtrisons dans notre marché domestique : transport aérien et urbain, mines (le Canada est un pays minier), pétrole (le Canada fait partie du top 10 des producteurs pétroliers et dépasse même certains pays du golfe persique) mais aussi technologies vertes (cleantech), solutions informatiques et virtuelles, secteur du divertissement parmi d'autres. Autre point intéressant : le Canada est un pays bilingue. Nos entreprises locales ont très souvent des employés parlant soit l'anglais, soit le français, soit les deux et peuvent donc commercer avec toute à la fois la partie anglophone et la partie francophone de l'Afrique.

PARCOURS MANAGER

L'offre d'EDC en terme de financement direct et de sa compagnie sœur CCC (Canadian Commercial Corporation/Corporation Commerciale Canadienne) qui offre des garanties gouvernementales aux pays étrangers en cas de défaillance d'entreprises canadiennes, permet aussi à nos clients d'obtenir des contrats en apportant une solution de financement en parallèle du contrat commercial. Tous les pays concurrent n'ont pas forcément ces avantages à offrir.

Club Afrique Alumni IAE Paris : [Quelques souvenirs de votre passage au MBA à la Sorbonne Business School](#)

De très bons souvenirs. Je ne sais pas si cela est le cas pour vous, mais la qualité des professeurs, les programmes et surtout la variété des étudiants (diplômes, âges, professions, parcours,...) faisaient en sorte que c'était une période très riches d'échanges (quoique parfois fatigante surtout quand on a aussi un travail très prenant et une vie de famille !) tant est si bien que lorsque nous avons obtenu notre diplôme un sentiment de tristesse et de vide nous a comme envahi... je repense à ces deux années toujours avec plaisir.

Club Afrique Alumni IAE Paris : [Merci pour le temps consacré et pour cet entretien](#)

Merci à vous, c'est une joie d'avoir l'occasion de reconnecter avec l'IAE et des étudiants qui ont de l'intérêt pour l'Afrique.

PARCOURS ENTREPRENEUR

Parcours Entrepreneur

Nous donnons la parole à un alumni de l'IAE Paris, qui évoque son parcours d'entrepreneur sur le continent africain ou en direction de l'Afrique.

Club Afrique Alumni IAE

Paris : Bonjour Monsieur MBENGUE, pouvez-vous présenter aux lecteurs de notre newsletter ?

Je suis sénégalais ingénieur diplômé de l'Institut des Sciences de la terre (I.S.T)



Abdourahame MBENGUE

CEO TECHNOSOL INGENIERIE

MBA, IAE PARIS, 2014

en 1996, titulaire d'un bachelors en techniques d'administration et de gestion des entreprises en 2011, du **MBA IP en 2014** et de l'international corporate certificate in finance ICCF de HEC Paris et firts finance institute. Je suis gérant du cabinet d'ingénierie sénégalais **TECHNOSOL-INGENIERIE** que j'ai créé en 2004. Je suis par ailleurs consultant dans les domaines de la géotechnique, des routes et de la finance d'entreprise.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Pourquoi avoir choisi d'intégrer le MBA International Paris CESAG/IAE PARIS / DAUPHINE ?

En tant que technicien et manager j'ai intégré le MBA « International Paris » pour disposer d'outils efficaces dans les domaines du management et de la gestion puisque j'étais déjà dirigeant d'entreprise depuis 2004.

Club Afrique Alumni IAE Paris : L'entrepreneuriat est une belle aventure si elle est bien maîtrisée et si vous savez vous entourer de ressources compétentes. Pourquoi avez-vous fondé Technosol ?

J'ai toujours voulu être dirigeant d'entreprise ; je me rappelle à l'école primaire sur les bouts de papier que l'instituteur nous remettait en début d'année avec l'éternelle question : que voulez-vous devenir ? Je répondais toujours chef d'entreprise. L'entrepreneuriat est donc pour moi une passion et j'en accepte les difficultés et espère réussir cette belle aventure.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Quels sont les services que propose Technosol ? Intervenez-vous uniquement au Sénégal ?

TECHNOSOL INGENIERIE a depuis plus d'une décennie pour mission de répondre aux besoins des constructeurs et aménageurs publics ou privés en matière d'ingénierie géotechnique et de maîtrise d'œuvre.

PARCOURS ENTREPRENEUR

Fort d'une équipe de plusieurs ingénieurs géotechniciens et de génie civil et divers experts, les prestations du Bureau d'Etude **TECHNOSOL INGENIERIE** couvrent plusieurs domaines. Nous intervenons principalement en qualité d'**Ingénieur conseils, de Maîtrise d'œuvre pour des études techniques et d'ingénierie géotechnique** dans les domaines ci-après :

- ◆ Bâtiments (Industriels, Logements collectifs, Maisons individuelles ...)
- ◆ Equipement publics (Ecoles, Hôpitaux, Infrastructures sportives)
- ◆ Ouvrage de génie civil (Stations d'épuration, Soutènements...).
- ◆ Infrastructures linéaires (Routes, Voirie et réseaux divers, Parking, Stabilité des terres, ouvrages de soutènement, Aménagements hydro-agricoles et retenues collinaires en terre compactée)
- ◆ Géologie (Géomorphologie, Analyse structurale....)
- ◆ Etudes d'Impact Environnemental
- ◆ Audit et évaluation économique de projets d'infrastructures.

En ce qui concerne les zones géographiques couvertes, je puis vous dire que nous intervenons principalement au Sénégal et dans la sous région ouest africaine et avons pour ambition de couvrir toute l'Afrique.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Quelles ont été les difficultés rencontrées à la création de votre entreprise?

Les principales difficultés rencontrées à la création de notre entreprise se résument principalement à la mobilisation des ressources financières ; nous n'avons pas de garanties pour accéder à un financement bancaire de notre besoin en fonds de roulement.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Quelles sont les principales difficultés rencontrées par le créateur d'entreprise au Sénégal ?

Actuellement au Sénégal la situation pour les entrepreneurs porteurs de projet de création s'est beaucoup améliorée. On peut désormais créer une entreprise de type SARL moyennant 153 euros en un jour au niveau du guichet unique de l'APIX. Seulement les banques n'accompagnent pas trop les jeunes créateurs. Il faut mobiliser sa propre épargne et obtenir l'aide financière de sa famille et des amis.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Revenons à **Technosol**, qui a recours à vos services ? Quels sont vos principaux concurrents ?

Pratiquement tous les constructeurs et donneurs d'ordre privés et étatiques sont des clients ou potentiels clients. Nous travaillons beaucoup avec des structures comme **l'AGETIP, AGEROUTE, SAED** et divers autres entreprises dans les domaines des études techniques et de la maîtrise d'œuvre. Dans l'ingénierie géotechnique nous travaillons avec les promoteurs immobiliers et les entreprises de BTP ainsi que certains particuliers .

TECHNOSOL n'est pas confronté qu'à ses seuls concurrents directs, elle subit aussi la concurrence des entreprises de BTP qui ne sont pas des bureaux d'études mais qui possèdent des départements ayant en charge les études et possèdent par ailleurs des laboratoires qui permettent de se passer des services de bureaux d'études et de laboratoires sur le marché.

Au Sénégal, presque toutes les grandes entreprises de bâtiments et de travaux publics effectuent elles mêmes leurs études d'exécution et exécutent les essais de laboratoire en interne sauf là où elles sont contraintes par les cahiers de charge à faire recours à un laboratoire indépendant. Il y'a aussi de plus en plus d'entreprises étrangères qui s'installent et les barrières à l'entrée sont quasi inexistantes.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Que vous apporte au quotidien votre MBA ? Quels souvenirs en gardez-vous ?

Mon MBA m'a apporté beaucoup de valeur ajoutée. J'ai dorénavant en ma possession beaucoup d'outils de gestion et suis mieux armé avec les banques et autres institutions financières sur les mécanismes de la finance des entreprises.

Mes souvenirs font émerger les cas pratiques pour lesquels nous travaillions toute la nuit pouvoir les présenter le lendemain. En cela, les cas pratiques en stratégie avec le Pr **Kalika** sont distinctifs.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Quels conseils donneriez-vous à un alumni qui aspire à créer son entreprise au Sénégal et par ricochet en Afrique de l'Ouest ?

Je lui conseillerais de bien intégrer la dimension sociologique et interculturelle en utilisant à fond le management interculturelle. C'est très important.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Décrivez-nous une journée de travail ?

Elle commence à 8 heures et peut se terminer tard vers 22 heures elle peut se passer au bureau ou en dehors du bureau et quelque fois sur un chantier.

Club Afrique Alumni IAE Paris : Merci du temps consacré

C'est moi qui vous remercie avec plaisir

Une autre Méditerranée est possible

« La Méditerranée qui vit dans le cœur des jeunes Méditerranéens est plus belle encore que la Méditerranée elle-même » ainsi se concluait le rapport rédigé par Michel Vauzelle, député en mission, au Président de la République et au Premier ministre : « Avec la jeunesse méditerranéenne, maîtriser et construire notre communauté de destin ». Cette « question méditerranéenne » appelle une vraie prise de responsabilité de l'Europe, non pas « pour » la Méditerranée mais « avec » les peuples de toute la Méditerranée, et la « Méditerranée de la jeunesse » est encore la plus belle des ambitions futures communes.



Jean-Claude FONTANIVE

**CEO de Emedio et de Parlements & Politiques internationales
MBA, IAE PARIS, 1986**

Il peut rendre espoir à ceux qui l'ont souvent perdu et d'abord, aux jeunes Méditerranéens. Printemps arabe, printemps européen, printemps méditerranéen, chacun de nos pays doit pouvoir, avec beaucoup d'humanité, d'abord co-imaginer, co-construire puis co-gérer avec les autres une grande politique commune de développement interculturel. Et je ne parlerai ici, que d'une action liée aux problèmes les plus urgents : la Formation. Car elle est le carrefour de toutes les ambitions d'une jeunesse multiculturelle avide d'apprendre, de découvrir et de partager sur de nouvelles valeurs, tout en s'inscrivant bien sûr dans le cadre également de la recherche et l'innovation, la micro-entreprise, l'économie sociale et solidaire, la mobilité des jeunes, la coopération entre les territoires riverains. La formation, et pas n'importe laquelle, est la première réponse au besoin vital d'emplois et donc d'insertion professionnelle des jeunes Méditerranéens des deux rives. La formation des apprentis, des lycéens professionnels et de tous les jeunes en quête de formation initiale différée, ou d'une « seconde chance », est le tout premier des besoins exprimés par toutes les personnalités du monde économique et du monde associatif que j'ai pu rencontrer au cours de cette dernière année.

Les pays du Maghreb, l'Europe et la France ont les liens d'une coopération dense dans le domaine des études supérieures (Universités et Grandes Écoles). Plusieurs milliers d'étudiants marocains, tunisiens, algériens étudient en France. La France attribue chaque année près de trois mille bourses à des étudiants du Maghreb. Et que penser de la formation professionnelle ? Or, celle-ci est jusqu'à présent restée quasi-absente de ces échanges. La coopération dans ce domaine est limitée. Les besoins dans ce domaine des pays du Maghreb sont très importants : formation des artisans, cadres intermédiaires, techniciens, informaticiens, personnel sanitaire et social, employés du tourisme, encadrement de l'économie sociale et solidaire. Ensemble, nous devons répondre au besoin de qualification des jeunes, en fonction des perspectives de développement. La coopération en matière de formation professionnelle passe aussi par un accompagnement nécessaire des projets d'investissement innovants par filière intégrant la responsabilité sociale et environnementale comme composantes déterminantes et au renforcement des liens économiques, commerciaux et humains entre les pays du Maghreb et la France. Il s'agit d'encourager et d'établir des liens entre établissements et communautés pédagogiques des deux rives. Il faut promouvoir la mobilité des formateurs comme des étudiants, bâtir des réseaux de formation, développer la formation de formateurs. Il faut profiter de la richesse des transferts de compétences, d'expériences, d'expertise, des moyens des réseaux et des établissements de formation professionnelle des deux côtés de la Méditerranée. Et que maintenant des « CLOM » (MOOC) ne doivent plus être réservés aux enseignements supérieurs.

La création d'un espace Euro-Méditerranéen de la formation professionnelle constituera un premier pas pour développer et fédérer les ressources et les acteurs autour d'une stratégie d'éducation permanente en direction des jeunes, mais aussi de gestion prévisionnelle des compétences, des qualifications et des effectifs qui soit partagée entre les deux rives. Il conviendra de définir conjointement les missions et les objectifs :

- ◆ Développer la formation de formateurs en fonction des besoins de l'appareil de formation et des problématiques rencontrées par les jeunes, notamment en matière d'accès aux premiers savoirs, à un premier niveau de qualification.

- ◆ Encourager la coopération entre établissements de formation en général et de formation professionnelle en particulier des deux côtés de la Méditerranée (formations conjointes, diplômes co-validés, formation ouverte à distance, conception commune des programmes...) et l'inscrire dans une démarche globale de développement des compétences et des qualifications en anticipant et en intégrant les processus de mutation économique.
- ◆ Faciliter les modalités et les formalités sud-nord et nord-sud pour des périodes d'études et des stages
- ◆ Associer les entreprises et les acteurs économiques et sociaux à cette initiative afin de développer une politique de mutualisation des moyens et des actions au service de la qualification des jeunes. Des initiatives peuvent être rapidement prises, mettant à profit les ressources au niveau européen qui existent déjà dans ce domaine.

Aussi, à travers l'Observatoire Européen des Nouveaux Territoires Méditerranéens, nous avons pris la décision, début 2014 d'implémenter et de développer à partir de Montpellier – ville méditerranéenne par excellence - un consortium d'établissements, d'organisations et d'entreprises riveraines désireux de créer et réaliser des projets de co-développement durables fondés sur la partage de valeurs communes et des compétences scientifiques et opérationnelles spécifiques au développement des entreprises, des sociétés et des territoires par le biais de l'enseignement professionnel, supérieur et de la recherche appliquée (sciences du management, de l'ingénieur etc ..).

Il faut également cesser de parler toujours de mobilité sud-nord avec les risques que l'on connaît. Il faut aussi prendre en compte l'intérêt de la mobilité nord-sud. De nombreux jeunes apprentis ou lycéens professionnels français peuvent trouver intérêt à des stages au sud. Les artisans maghrébins peuvent leur apprendre des savoir-faire exceptionnels. Cette mobilité de jeunes Européens vers le sud aura une forte portée symbolique pour le rapprochement et le respect partagé de nos peuples. En particulier les jeunes de la diaspora y retrouveront la richesse additionnée de leurs deux cultures, celle du Maghreb et celle de la France, et de leurs deux langues. Il faut sur ce dernier point que la France consente un effort très net pour l'enseignement de l'arabe.

De plus, dans ce domaine comme dans d'autres, les technologies de l'information et de la communication offrent l'opportunité, avec la formation en ligne, et les « CLOM » de repenser l'accès à des formations tout autant que de concevoir des modalités inédites de partenariats entre établissements eux-mêmes et les entreprises de ces pays méditerranéens. Cependant la rencontre directe de personne à personne des étudiants et des enseignants reste primordiale. Elle est une condition de l'innovation pédagogique et de la cohésion humaine. Au-delà, la perspective est la création d'un espace euromaghrébin d'éducation et de formation, première phase d'un espace humain et populaire euro-méditerranéen partageant ensemble ces nouvelles valeurs communes.

Une initiative originale ?

Le contexte des révolutions en Afrique du Nord rend ce scénario encore plus intéressant, voire urgent. Comment va-t-on créer des milliers d'emplois dans ces économies souffrantes, si ce n'est dans l'économie de la connaissance ? Comment pouvons-nous aider à construire cette nouvelle économie immatérielle ? On pourrait innover en mobilisant le potentiel des diasporas maghrébines en France et en Europe. Dans les banlieues françaises, par exemple, il y a des milliers de jeunes garçons et jeunes filles qui sont bi-culturels, voire tri-culturels ; c'est un avantage compétitif incontestable. Pourquoi la France ne pourrait-elle pas offrir aux jeunes des banlieues quelques milliers d'emplois d'« ambassadeurs d'interculturalité », de professeurs bilingues, voire trilingue (arabe, français et anglais) et de technologies dans tous les villages du Maghreb ? Après une formation adaptée ils apprendraient en enseignant et en étant revalorisés par cette promotion inattendue... Ils seraient une partie des nouveaux ambassadeurs de ce nouveau partenariat « gagnant-gagnant » Europe-Afrique qui doit également intervenir à la base. L'autre partie devrait être formée sur place, d'où la nécessité de créer des écoles de nouvelles gestion et de management dans la société de la connaissance.

Il est urgent de concevoir ces nouvelles grandes écoles qui ne ressembleront probablement pas beaucoup aux anciennes du monde industriel ; des écoles innovantes utilisant tout le potentiel de la « toile mondiale » sur des valeurs communes et partagées, de l'éthique et de responsabilité sociétale et environnementale à une nouvelle vision du monde d'intégration et de développement inclusif (cf. Extrait de la Charte du Groupe Sup de Co Montpellier Business School). Cela pourrait, sans doute, créer une onde de choc importante.

Une nouvelle approche de la formation pour rapprocher les deux rives ?

J'ai été et suis professionnellement au cœur des rapports interactifs du savoir, du faire, du vouloir, du pouvoir et du devoir et ce à travers différents pays du pourtour méditerranéen. « Comment faire pour que l'éducation soit un vecteur privilégié d'un développement sociétal qui respecte les droits de chacun tout au long de sa vie, dans un environnement muticulturel éthique et durable ? ». Chacun de nous sait qu'il **faut savoir pour faire et faire pour savoir**.

Cela est le propre d'une approche systémique et non analytique qui est trop souvent utilisée pour décider avec les résultats qu'on connaît. Je rappellerai que toute intervention sur un milieu qui ne repose pas sur une vision globale de la situation est inefficace. Toute approche parcellaire ou émiettée est insignifiante.

Face aux trois révolutions que nous vivons en direct :

- ◆ La révolution générée par les nouvelles technologies,
- ◆ Celle de la mondialisation,
- ◆ Celle de la génétique,...

Les réseaux du savoir mal utilisés peuvent porter en eux, par la création d'un gigasystème, des germes de désolidarisation, donc de déshumanisation. Les antidotes sont la création de communautés virtuelles et de re-solidarisation de microgroupes. Dans notre société de l'information mondialisée, ces nouveaux territoires euro-méditerranéens devraient ouvrir de nouveaux espaces à l'éducation donc à la parole et à l'action citoyenne et donner plus d'occasion d'agir en tant que citoyen respectueux des environnements et des « autres individus » quels que soient leur origine, religion, niveau social... C'est ainsi qu'à notre initiative, nous travaillons sur la formalisation du premier Living Labs Nord/Sud, véritable laboratoire d'innovation ouverte pour créer et développer des outils et services innovants autour de valeurs communes. Ce dossier est en cours de finalisation auprès de la Commission européenne à travers l'association ENOLL (European Network of Living Labs). J.B de Foucauld dans un livre récent « Les trois cultures du développement humain », met l'accent sur un patrimoine spirituel et politique commun à l'humanité : la résistance, la régulation et l'utopie.

Rappelons que la finalité de l'éducation n'est pas réduite à la transmission du savoir mais doit engendrer chez l'apprenant, la créativité, l'ouverture d'esprit, le sens des réalités, en d'autres termes, lui donner les moyens de son propre développement, lui conférant sa dignité et libérant en lui son potentiel d'amour et d'intelligence. L'objet de notre combat pour une Méditerranée de « savoirs partagés » n'est pas simplement l'accès aux savoirs fondamentaux certes condition nécessaire mais surtout leur compréhension et leur appropriation par chacun dans des actions qui leur donnent valeur et signification. Le premier constat est que cela est difficile, sans la connaissance et la prise en compte de la complexité sociale et culturelle des milieux concernés. Quelle que soit la bonne volonté des acteurs du terrain, ce sera mission presque impossible. Combien d'actions de coopération bi ou multilatérales ont échoué pour l'avoir négligé et oublié que le développement est essentiellement endogène ?

J'ajouterai à leur décharge que plus le champ du souhaitable croît, plus le champ du possible diminue créant ainsi un gâchis d'idées, un gaspillage d'efforts dont les individus sortent épuisés de s'être battus pour rien, ni pour un but, ni pour les autres, ni pour eux-mêmes. Si les acteurs de la formation, en général, et les universitaires, en particulier veulent répondre à l'exigence d'amélioration de la capacité et du développement humain sur ces nouveaux territoires méditerranéens en saisissant l'opportunité offerte par les réseaux du savoir irriguant les espaces numériques, il me semble qu'ils doivent œuvrer dans plusieurs directions.

J'en dénombrerai sept :

1. Lutter contre l'autisme social et l'analphabétisme sociétal en réintroduisant le social et le culturel dans la compréhension des actes économiques.
2. Mettre les apprenants en capacité de comprendre d'une manière globale les changements voulus, maîtrisés ou non, en mettant en avant leurs aspects finalitaires au service de l'homme.
3. Faire acquérir aux acteurs de la formation, une compétence de développeur, c'est à dire de porteur d'initiative et de gestionnaire de projet.
4. Développer l'intelligence à la fois comme fonction cognitive et comme producteur de cette fonction dans une démarche interdisciplinaire, génératrice d'intelligence collective.
5. Contribuer à une meilleure compréhension et à une meilleure adhésion aux évolutions et aux responsabilités de soi, des autres et des choses.
6. Apprendre à oeuvrer dans l'indétermination et l'instabilité des situations, en s'appuyant sur une valorisation des potentiels humains et des gisements de savoirs et d'expériences.
7. Aider à saisir l'émergence de nouvelles attentes plus qualitatives dans des structures plus ouvertes et plus autonomes en redéployant savoir et savoir-faire vers plus de transversalité et d'opérationnalité.

Je me réjouis d'une prise de conscience de l'intérêt d'une démarche « qualité » dans l'éducation et que soit inscrit maintenant, dans le programme du PNUD, *l'Université sans frontières et la formation tout au long de la vie*. Comment ici ne pas souligner, dans ce contexte, la richesse opératoire de la pensée complexe et de ses grands principes pour une démarche pédagogique active.

Citons Edgar Morin : « *la pensée complexe est essentiellement la pensée qui intègre l'incertitude et qui est capable de concevoir l'organisation, qui est capable de relier, de contextualiser, de globaliser mais en même temps de reconnaître le singulier et le concret* ». J'ajouterai que la pratique de la pensée complexe sera sans doute, avec l'imagination créatrice, les critères d'excellence de l'homme du 3^e millénaire qui se voudra un acteur essentiel du développement humain, développement qui vise à faire de chacun une personne sociale responsable, un agent économique actif et un humaniste. Ces deux critères sont peu ou insuffisamment pris en compte aujourd'hui dans les programmes pédagogiques. Enfin, la révolution numérique que nous vivons, touche, non plus l'énergie de puissance, mais l'énergie de commande et de contrôle, énergie qui a des propriétés quasi génétiques : « *village planète, espace agrandi et temps rétréci...* ». L'enjeu pour les enseignements professionnels et supérieurs « ouverts » est donc de lutter contre l'ignorance de cette situation si nous voulons travailler efficacement à la construction certes d'une société, à risque (le risque étant inhérent à la vie), société dont la logique ne soit pas de territoire et de performance quantitative mais de mouvement et de création de valeurs. L'éducation a d'autres ambitions : « *donner à la personne humaine, ce quadruple pouvoir, celui de penser, d'être, d'exister et d'agir en prenant en compte les interdépendances dans le temps et dans l'espace, le droit à la différence, la conciliation des contraires et la variété dans l'unité* », comme le rappelle si bien Pierre Julien Dubost, Président d'honneur du comité mondial pour les apprentissages tout au long de la vie. J'ai l'intime conviction que ces nouvelles dimensions seront indispensables à la réalisation de ce grand projet de formation partagée entre les deux rives de la Méditerranée.

Plaidoyer pour une nouvelle université d'entreprise : une réponse pour les entrepreneurs des deux rives de la Méditerranée ?

Plus que jamais, face à un monde qui évolue avec des mutations structurelles et organisationnelles qui redistribuent les cartes politiques et économiques, l'université d'entreprise « méditerranéenne » a un rôle essentiel dans les stratégies de développement des entreprises entre les deux rives de la Méditerranée. La valeur de l'entreprise dépend pour une grande partie de la valeur des hommes, de leurs savoirs et de leurs compétences qui œuvrent en son sein à condition que chacun comprenne à la fois qu'il est acteur d'un projet partagé et qu'il participe, à travers sa responsabilité individuelle, à une responsabilité collective. C'est là, la fonction essentielle de l'université d'entreprise (UE) qui est un lieu d'excellence pour l'entreprise, lieu où l'entreprise a la possibilité de faire partager à ses collaborateurs et à ses partenaires, ses objectifs, ses stratégies et forger les compétences et les appuis dont elle a besoin. « Métamorphoser l'entreprise dans un environnement multiculturel » par décloisonnement et valorisation de la place éminente de l'intelligence, autrement dit de la faculté d'adaptation de chacun dans la production collective des biens et des services dont l'entreprise a besoin pour son développement dans un monde complexe et incertain, tel est l'un des enjeux de l'UE. Dans cette structure apprenante, chacun peut ainsi repenser son employabilité, combiner son intérêt individuel avec l'intérêt collectif de l'entreprise et développer ainsi son « agir communicationnel ». Cela lui permettra d'être à la hauteur de la mission portée par son emploi, de mieux coopérer avec les autres, de mieux partager ses idées, ses expériences et ses moyens dans une perspective de progrès conforme à l'esprit d'oeuvre de l'entreprise. Dans la société de la connaissance avec sa logique de communication, son management cybernétique et sa gestion performancielle, les contenus formatifs des universités d'entreprise, bien que divers, ont des points communs, à savoir :

- ◆ donner de la lisibilité et du sens à des parcours professionnels,
- ◆ améliorer la qualité de vie au travail,
- ◆ créer les conditions d'un management participatif et d'une adhésion à la culture de l'entreprise et de l'autre et à la déontologie professionnelle.

Dans le concept d'université, il y a aussi l'idée d'une communauté d'hommes donc d'une structure decloisonnée qui, par ses fonctions, donne la possibilité, à chacun de ses membres, d'interagir avec les autres en maîtrisant :

- ◆ - la connectique des compétences pour des projets partagés basés sur une contractualisation claire et acceptée,
- ◆ - la mutualisation des savoirs et des compétences propre à un travail d'équipe dans un cadre éthique et durable.

Toute structure d'enseignement en général et l'université d'entreprise en particulier, se doivent de répondre à une double finalité : créer un milieu favorable au développement économique et social et, de ce fait, être facilitateur de l'épanouissement des personnes dans leurs rapports à l'autre, dans l'action et dans le travail.

En ce sens, l'UE est le remède contre l'état obsidional des structures et favorise l'humanisme tant interne qu'externe. À l'ère servicielle, l'université d'entreprise est un régulateur efficace des transformations induites par les changements d'un monde imprévisible et incertain. Ces transformations qui affectent sa compétitivité, obligent pour chaque décisionnaire, de relever le défi de la complexité et d'intégrer les principes du développement durable et de l'éthique des affaires. Ce Responsable d'entreprise, ouvert sur les différentes cultures du monde, ne peut plus se réfugier dans la voie simple du taylorisme et du rationalisme cartésien pour planifier et organiser la dynamique du développement dans le consensus et, pour cela, il doit prendre en compte les obstacles, les ruptures, les dissensus et les rejets. Il est plus difficile de décider et d'agir que de déduire et de refuser. L'université d'entreprise tonifie les ressources humaines et augmente la portabilité des projets.

La première considération que je me permets de formuler dans l'environnement méditerranéen est que la didactique, en général, et la didactique des langues, en particulier, représentent un enjeu majeur pour l'avenir de toute communauté « nationale » qu'elle qu'elle soit, car elle touche la performance des « outils –systèmes » permettant, à la fois, la communication des savoirs, le travail collaboratif, la montée des compétences individuelles et collectives des populations.

La deuxième considération est que toute société humaine en général, et celle du bassin méditerranéen en particulier, sauf à dégénérer, n'a qu'une finalité : le service de l'Homme à s'épanouir ensemble dans un environnement multiculturel. Une tendance aujourd'hui se dessine autour du concept de l'exploitation du capital humain en le considérant comme une variable d'ajustement de l'économie. Cette approche étant réductrice, il nous semble plus pertinent de parler de richesse humaine se concrétisant par la capacité de chaque homme d'être un agent économique actif et une personne sociale responsable. Cela d'autant plus que la révolution du numérique donne à chacun une meilleure autonomie de gestion de son activité en l'inscrivant dans une logique de communauté virtuelle.

La troisième considération est que la langue nationale est le trait d'union de tous les travaux ou projets collaboratifs à l'échelle de la nation.

Aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation, chaque pays a compris la nécessité, pour ses ressortissants, de l'apprentissage d'une langue étrangère ayant une dimension internationale. Le Maghreb est resté le premier ensemble de pays francophones aussi bien au niveau du parlé que de l'écrit. De ce fait, ces pays ont une avance considérable, par rapport à d'autres pays, pour l'utilisation de la langue française, langue qui est à la fois européenne et internationale. (Rappelons, si besoin était, que la connaissance d'une deuxième langue est un facteur favorable pour l'apprentissage d'autres langues). Dans le domaine de nos éducations nationales, on peut constater une volonté réciproque d'échanger, grâce à cette deuxième langue, le français, sur les impacts positifs de cette coopération. Cet échange est un investissement essentiel pour l'avenir de nos deux rives de la Méditerranée. Dans le cadre de nos coopérations, il faut insister davantage sur l'environnement socio-économique et que nos efforts et nos pratiques soient tournés vers l'avenir donc vers l'emploi des jeunes, la dynamique entrepreneuriale, les échanges interarabes, le développement inclusif, éthique et durable. Je sais que, pour cette orientation, il y a consensus entre nous - les deux rives de la Méditerranée - sur un moyen nécessaire et incontournable : la maîtrise des TIC qui conditionne le mieux vivre ensemble des utilisateurs aussi bien dans leur relation aux savoirs que dans leurs pratiques et apprentissages culturels. Cet outil relève de la didactique et interpelle le monde de la linguistique car il s'inscrit comme l'outil essentiel de communication dans une économie informationnelle qui privilégie le service et l'usage plutôt que le produit.

Il faut « la nécessité de prendre en compte, à la fois, les impératifs de la société de connaissance et du savoir et la nécessité d'une adaptation de tous les secteurs socio-économiques par le développement des compétences liées à l'usage des TIC ». Nous ne pouvons qu'approuver l'intelligence de cette démarche car elle est la seule qui permette à une nation d'évoluer, de créer et d'innover. Cette avance renforcée par une volonté politique commune et partagée peut être facilitatrice de projets de développement à valeur ajoutée partagée, en particulier, dans le domaine des connaissances et des compétences pluridisciplinaires et transversales nécessaires à la révolution générée par les nouvelles technologies et la mondialisation. À cet égard, il est essentiel que se créent du côté Sud de la Méditerranée des « campus » d'un genre nouveau intégrant les enseignements du primaire et secondaire aussi bien que les enseignements professionnalisant et supérieurs, trilingues (arabe, français, anglais) aux standards internationaux. Ce type de projet peut-être construit en partenariat avec des acteurs privés, avec le soutien des États dans le cadre d'une démarche qui rassemblerait les pays du Moyen Orient et les pays du Maghreb. Et si l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) avec l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie) et l'AFD (Agence Française du Développement) voulaient participer à un tel effort, nul doute que la coopération entre les deux rives s'en trouverait renforcée.

À chacun d'entre nous, des deux côtés de la Méditerranée, de saisir cette opportunité et d'inscrire notre coopération dans les réseaux du savoir, irriguant les espaces numériques et les nouveaux territoires apprenants en partageant les « nobles » valeurs éthiques et de partage.

Le contexte

Cet article illustre la problématique de la fourniture continue de l'énergie électrique en Afrique subsaharienne et ses conséquences sur la productivité et les performances des services et systèmes informatiques.

Selon le rapport 2015 de la CNUCED, sur le développement économique de l'Afrique, « pour de nombreux pays africains, le secteur des services constitue le principal secteur de l'économie. Au cours de la période 2000-2012, il a représenté une part croissante du PIB, du commerce et de l'emploi...»

Ce qui a pour conséquence sur tous les acteurs économiques du secteur formel et informel, une « croissance explosive » de la demande en infrastructures de gestion, traitement, sauvegarde, diffusion et restitution des informations (communication) et implicitement des exigences de disponibilité des systèmes, d'amélioration des outils, méthodes et techniques de travail et/ou de management.

Plus qu'une tendance, la croissance des échanges via les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) est un mouvement de fond opéré il y a moins de 10 ans. L'extraordinaire essor d'internet en témoigne. Plus que sur les besoins en équipements (ordinateurs, imprimantes, serveurs et logiciels), les industriels misent sur les services (maintenance, intégration de systèmes, formation et conseil, création de solutions...), un secteur qui connaît une croissance de 20 % à 30 % par an en Afrique, contre 5 % à 10 % dans les pays industrialisés. (Src : Jeune Afrique Dossier : croissance à 2 chiffres).

Pour répondre à ces nouveaux besoins et faire face aux risques stratégiques d'indisponibilité en continue des données, le recours à des centres d'hébergement sécurisés des données (les data centers), voraces en terme de consommation d'énergie électrique est de plus en plus fréquent. Deux types d'alimentation électrique se présentent aux exploitants à savoir, l'alimentation principale de source publique (Hydroélectrique et thermique) et l'alimentation de secours (thermique).

Cependant, l'enthousiasme des techniciens et ingénieurs d'exploitation à atteindre les objectifs relatifs à la disponibilité des systèmes de production informatique dans la région, est mis à rude épreuve en période d'étiage où la production électrique publique est inférieure à la demande. D'où l'exploitation optimum des sources électriques de secours en majorité thermiques, utilisatrices des énergies fossiles.

Révolution des NTIC et disponibilité publique d'électricité publique : Quelle disponibilité pour les SI ?

Le nouveau monde est en construction et ce n'est plus une question du fort qui domine le faible et la prévalence des entreprises innovatrices est de mise en matière de performances économiques. Le pouvoir d'innovation étant la maîtrise de la technologie, la révolution des NTIC nous oppose deux notions : le système informatique et le système d'information.

Un système informatique est un ensemble de dispositifs (matériels et logiciels) associés, sur lesquels repose un système d'information. Ce dernier est composé de serveurs, routeurs, pare-feu, commutateurs, imprimantes, médias (câbles, air, etc.), points d'accès, stations de travail, systèmes d'exploitation, applications, bases de données, etc.

Le système d'information quant à lui concerne l'ensemble des moyens (humains, matériels, logiciels, etc.) organisés permettant d'élaborer, de traiter, de stocker et / ou de diffuser de l'information grâce aux processus ou services. Il est généralement délimité par un périmètre pouvant comprendre des sites, des locaux, des acteurs (partenaires, employés, clients, etc.), des équipements, des processus, des services, des applications et des bases de données.



Joseph-Moïse

DOOH EDIBE EWANDJE

**Responsable des applications,
des opérations techniques
Eneo Cameroun
MBA, IAE PARIS, 2016**

Selon « The Agility Effect Magazine » N°2 d'été 2017 traitant des problèmes énergétiques, le taux d'électrification de l'Afrique subsaharienne n'est que de 32 %, et chute même à 14 % dans les zones rurales. Ces pénuries d'énergie ainsi que les pannes de courant récurrentes coûtent au continent, selon la Banque Africaine de Développement (BAD), 2 % de son PIB.

Du point de vue production informatique, la simulation caractéristique des différentes sources d'énergie donne ce qui suit :

Scénario 1 : Absence d'une source principale d'alimentation hydroélectrique publique

En absence d'une source principale d'alimentation hydroélectrique publique et la présence d'une alimentation électrique thermique de secours, le taux de disponibilité de l'infrastructure informatique et des télécommunications est sensiblement égal au taux de disponibilité de la source de secours électrique thermique. Les exigences de la COP21 ne sont pas respectées du fait des émissions générées par la combustion des énergies fossiles. Par ailleurs, le risque dans la production informatique est toujours élevé du fait de l'absence de la redondance électrique.

Scénario 2 : Absence d'une source secondaire d'alimentation de secours

En absence d'une source d'alimentation électrique de secours et en présence d'une source d'alimentation hydroélectrique publique, le taux de disponibilité de l'infrastructure informatique et télécommunications est sensiblement égal au taux de disponibilité du secteur public de l'électricité sur lequel l'infrastructure est alimentée. Les exigences de la COP21 sont respectées. Cependant, le risque dans la production informatique est élevé à cause de l'absence de la redondance électrique.

Scénario3 : Présence des sources d'alimentation hydroélectrique publique et solaire photovoltaïque secondaire de secours

En Présence des sources d'alimentation hydroélectrique publique et solaire photovoltaïque secondaire de secours, le taux de disponibilité de l'infrastructure IT est par extrapolation la somme arithmétique des taux de disponibilité de chacune des sources d'énergie. Les exigences de la COP21 sont respectées du fait de l'utilisation principale et secondaire des sources d'énergie renouvelables, donc non polluantes. La redondance des sources d'énergie fiabilise la production informatique.

Les chiffres ci-dessous sont révélateurs :

- 1,2 milliard d'habitants en 2014, 2,4 milliards en 2050, 4 milliards en 2100.
- 46 % des personnes n'ayant pas accès à l'électricité vivent en Afrique.
- Entre 260 et 400 millions de personnes seront toujours sans accès à l'électricité en 2050.
- 32 % de la population a accès à l'électricité en Afrique subsaharienne. Ils sont 99 % en Afrique du Nord.

Quid du taux de disponibilité de l'énergie électrique publique en zone subsaharienne ?

Source : L'énergie en Afrique à l'horizon 2050, Association pour le développement de l'énergie en Afrique (ADEA) et Eurogroup Consulting.

Transition énergétique et performances informatiques

Désignée par l'ONU comme une priorité pour la décennie 2014-2024 et faisant partie des sous-critères des Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'accès à l'énergie est l'un des principaux enjeux pour le développement en Afrique.

L'accord de Paris prévoit que chacun des pays revoit tous les cinq ans ses engagements pour diminuer ses émissions de gaz à effet de serre. Il reconnaît également le potentiel d'action des acteurs non-étatiques, notamment les entreprises, les collectivités et les associations.

Chaque nouvelle contribution déterminée au niveau national devra intégrer une progression par rapport à la précédente. Les Parties se sont engagées à parvenir à un pic des émissions mondiales de gaz à effet de serre dans les meilleurs délais, afin de parvenir à un équilibre entre les émissions et leurs compensations dans la 2ème partie du siècle.

Les Etats sont également tenus d'accroître leurs efforts d'atténuation et de réduction de leurs émissions de gaz à effets de serre. Toutes ces contributions visant à contenir le réchauffement climatique « bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels » et si possible de viser la « poursuite des efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C »

Confronté à l'enchérissement et la raréfaction des ressources fossiles et dans un contexte de changement climatique, le développement des énergies renouvelables (EnR en abrégé) et particulièrement le solaire photovoltaïque en zone urbaine où se trouve la majorité des sites de production informatique, constituent une chance pour que l'énergie ne soit plus un obstacle mais un levier du développement.

Cette solution peut être utilisée en alimentation électrique principale, d'appoint ou de secours suivant la puissance installée (la demande) et la moyenne d'irradiation journalière par zone pour une inclinaison précise des panneaux photovoltaïques solaires par rapport à l'horizontale.

Les différents investissements relatifs à la transition énergétique sécurisent les sources d'énergie dont le choix devra être porté sur les EnR en accord avec la COP21 sur l'impact carbone. Ces énergies constituent un gage pour la stabilité des infrastructures informatiques, donc de la production éponyme. Un taux de disponibilité de l'ordre de 100% des infrastructures informatiques éloigne le facteur anxigène que peut générer l'indisponibilité des systèmes et des applications sur les exploitants et même aux utilisateurs. A ce titre, basculer les sources d'alimentation électrique de secours thermique sur les EnR solaires photovoltaïques serait aussi une avancée en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Enfin et en guise de conclusion, les propos ci-après de **Arnaud Grison** (*Directeur général de VINCI Energies International & Systems*) semble adapté à la situation : **« Pour alimenter et connecter près de la moitié de la population africaine qui y aspire, d'importants chantiers sont lancés, propulsant l'Afrique dans le futur grâce aux énergies renouvelables. Avec ses infrastructures énergétiques et la rapidité de déploiement des services numériques, l'Afrique pourra bénéficier des conditions propices à son développement tant économique que sociétal. »**

Références:

Web site: <https://eneocameroon.cm>

<http://jlconsulting.fr/le-systeme-dinformation-est-un-levier-de-performance-pour-votre-societe/>

World Energy Outlook 2014 - Energy in sub-Sahara Africa today

Cloé GottelandAibar, Réseau climat développement, janvier 2013

ON EN PARLE

- ◆ **Bruno Itoua** (MBA, IAE Paris, 1984) , a été reconduit en Août 2017 au poste de ministre de l' Enseignement supérieur du Congo lors du dernier remaniement ministériel. Il a d'autre part rappelé lors des discussions avec le bureau du Club Afrique Alumni lors des 60 ans de l' IAE Paris, qu'il est ouvert à tous les anciens souhaitant mener des projets dans son pays.
- ◆ **Diguimbaye Christian Georges.** (Master Finances, IAE Paris) , ministre des finances du Tchad, est le nouveau président de l' assemblée générale de la BDEAC (Banque de développement des états d' Afrique centrale). La Présidence de Diguimbaye Christian Georges débute par un nouveau plan stratégique 2017-2022 fondé sur la diversification des économies, l'entrée du Maroc dans le capital de la BDEAC et l'octroi d'un prêt de 26 milliards FCFA par la Banque de développement de Chine.
- ◆ Canal + international, dont le président à est **Jacques Du Puy** (MBA, IAE Paris,) a lancé sur le continent africain, une nouvelle chaîne dédiée au sport. 40 pour cent de son contenu est réalisé en Afrique Francophone, le reste émane des autres parties du continent de l' Afrique non francophone , USA et Caraïbes.
- ◆ Nous avons appris avec beaucoup de tristesse le décès de **Mohamed El Alaoui** (MBA IAE Paris). Il était jusqu'à son décès à la Caisse Marocaine des Retraites, il était aussi membre du Conseil Economique et Social du Maroc. Le club Afrique Alumni IAE Paris, présente ses condoléances à sa famille ,collaborateurs et amis.
- ◆ Notre président, **Macaire LAWIN** est désormais le principal coordinateur du groupe de travail « International » de l'alumni IAE Paris Sorbonne Business School. La mission de ce groupe est de structurer le réseau des alumni à l'international et nouer des liens entre l'Afrique, l'Amérique, l'Europe et l'Asie.
- ◆ Le Club Afrique alumni IAE Paris Sorbonne Business School organise son repas annuel le 8 décembre 2017 à 19h30 au restaurant «[La Créole](#) : 122, boulevard du Montparnasse,75014 Paris»

PROMOTION DES ALUMNI IAE PARIS EN AFRIQUE

Nous avons sélectionné une trentaine de profils les plus représentatifs.

Sources : presse+ retour des alumnis

Validation profil : annuaire des anciens de l' IAE Paris.

Période : 1er mars 2017 au 30 septembre 2017.

Profils sélectionnés : Top et middle management

- ◆ **Aïssatou Ndiaye**, (MBA IP, IAE Paris, 2013) ,a été promue dans le courant du premiers semestre 2017, Regional Public Affairs and Issue Manager at **Nestlé Central and West Africa Region**
- ◆ **Ulrich Loiseau**, (MBA, IAE Paris, 2010) a été promu en juillet 2017, **Key Account Manager multi-countries** chez Ericsson , avec résidence à **Dakar au Sénégal**
- ◆ **Mounir Benslimane**, (MBA IP, IAE Paris) a été promu en juillet 2017 CEO **groupe JH** , composé de six filiales spécialisé dans l'Automotive , TP , construction et carrières d'agrégats), 250 salariés
- ◆ **Saloua EL JAOUHARI** (MBA, IAE Paris, 2009) a été promu en mars 2017, **Supply Chain Manager Kimberly Clark** pour l' **Afrique du Nord**.
- ◆ **Marouane ZOUHIR** (MBA IP, IAE Paris, 2015) a été promu en juillet 2017 **Head of Portfolio Monitoring** at **Real Estate Investment Company**

PROCHAINE NEWSLETTER : DECEMBRE 2017

La newsletter sera disponible aux personnes inscrites sur <https://www.linkedin.com/groups/6534255> ou à défaut, qui auront retourné par mail à club.afrique@yahoo.com : leur nom , prénom, email , année de promotion et dénomination du diplôme obtenu.

PROCHAIN CAFÉ AFRIQUE : 18 Décembre 2017

Thème

Une soirée afin de vous permettre d'élargir votre réseau, de bénéficier de conseils d'experts et d'échanger sur des questions d'actualité relatives au continent africain.

**Le 18 DECEMBRE 2017, le Club Afrique de l'Alumni IAE de Paris
vous convie au Café Afrique**

ANIMATEUR

Macaire LAWIN, Président du Club Afrique (IAE Paris Alumni)

DÉROULEMENT DE LA SOIRÉE

18h45 - 19h00 : Accueil des participants

19h00 - 20h30 : Discussions

LIEU

Café « [Le Capitole](#) » - 105 Boulevard de Sébastopol 75002 Paris - Métro : Réaumur-Sébastopol

Inscriptions obligatoires: [Réservation Soirée Club Afrique du 18 Décembre 2017](#)

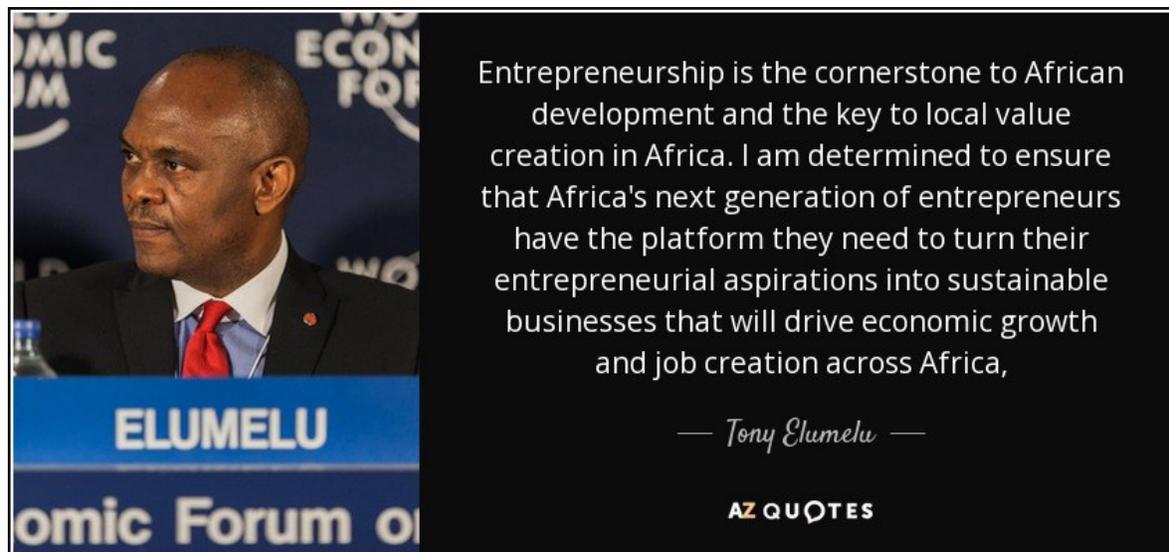
POUR CONCLURE...

Promotion 2017 - MBA IP Algérie



POUR CONCLURE...

Notre citation du jour :



Club Afrique IAE de PARIS

Comité de rédaction

M. Macaire Lawin : Président Club Afrique

M. Léon Fodzo : Vice Président

Mme. Anne-Isabelle N'Guessan : Secrétaire Générale

Nous contacter : club.afrique@yahoo.com

Les personnes intéressées par un entretien ou une contribution doivent se rapprocher de: **M. Léon FODZO**

Email lfodzo@yahoo.fr et/ou club.afrique@yahoo.fr

Téléphone : 06 84 89 30 34



UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
IAE PARIS
SORBONNE BUSINESS SCHOOL